



**SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DES DOUANES CGT
Midi-Pyrénées & DNSCE**

**CSA1 du 13 mars 2025
FS CSA1 du 20 mars 2025**

COMPTE RENDU

*On vous fait un package tant ces 2 instances rapprochées ont développé des sujets transversaux et complémentaires.
C'est pas parce qu'on est de feignasses, quoique...*

I la saignée des effectifs et ses conséquences

Bon, vous l'aurez compris, à cause du budget retardé, à cause des menaces de guerre, l'Etat doit se serrer la ceinture, fort, et cela a des conséquences terribles sur le fonctionnement de la Douane et donc de la DNSCE.

La bombe de ce CSA: fin de l'effectif de référence et passage à l'effectif réel au 31/12, 15 emplois rayés d'un trait de plume. Vu de chez les bas-de-plafond, c'est pas si grave puisqu'on faisait déjà sans, mais ça met en lumière des problèmes récurrents et ça impose une économie de guerre et des perspectives sombres en matière de RPS et de RH.

si on perd 15 emplois c'est parce que la dnsce est en sous effectif chronique: manque d'attractivité de la fonction publique (à force fallait bien s'y attendre...), carrières informatiques bloquées et non recours aux lauréats du concours, même les contractuels ne se bousculent pas au recrutement. La fin de l'effectif de référence, c'est la fin du seul indicateur qui permettait de corréliser les genses et la tâche de travail... Que croyez-vous qu'il se passera rapidement avec le neo-managment à la hache? Une réelle priorisation ou des équipes pressées comme des citrons?

Ça oblige la direction à serrer les louches de tous les côtés mais surtout sans que ça se voie...

Croyez-le ou pas, on aimerait pas être à leur place. Alors on essaye de donner le change avec des priorités affichées mais sonnantes un peu creux, des faux projets (pdme) bilans et moult phrases où tout est primordial et va faire l'objet d'une attention priorito-prioritaire.

II la réalité derrière les discours

-les équipes informatiques sont tellement à l'os que même en imposant des astreintes qu'on avait promises volontaires, on a le plus grand mal à assurer une rotation correcte. Du coup, toutes les astreintes font partie intégrante maintenant des fiches de poste, qui deviennent l'alpha et l'omega de la rh : astreintes, quotités de télétravail, etc... Et on nous annonce en plus que les fiches de poste seront un élément préalable au crep dorénavant...

Oui mais, à la CGT on s'interroge sur le manque de visibilité des fiches de poste au tableau des mutations hors postes vacants (car maintenant c'est simplement un reliquat, à la DNSCE en particulier).

Oui mais à la CGT on se demande ce qu'il se passera pour un agent qui refusera une évolution importante de sa fiche de poste. Il faudra en passer par des recours administratifs ou bien?

-la prévention c'est absolument prioritaire mais l'enveloppe est réduite à 80% du budget de l'an dernier; l'intendance suivra, y'a plus un kopek...

Quel théâtre, quand l'ISST fait semblant de découvrir une note tombée du ciel en live qui sauve l'administration locale d'une petite omission coupable sur la restriction du budget SST... Et puis, la prévention prioritaire une année où les agents ne sont pas consultés pour le duper, où on passe les fiches de signalement à l'ombre et où on restreint les droits des représentants...

Prio-ri-tai-re, on vous dit, enfin c'est les LDG qui le disent.

-Il y'a tellement de sous effectifs en surveillance Douane qu'il est soit-disant impossible (a-t-on au moins essayé?) de solliciter des paris-spé. Alors, on va mandater une société privée pour gérer l'accès au site pendant le chantier, y compris des agents des douanes puisqu'il faudra montrer son badge... La ficelle est trop grosse qui veut montrer qu'on peut à terme se passer d'une brigade à la DNSCE et externaliser la surveillance du site!

D'ailleurs on nous aura longuement vanté les qualités et référencements de la société retenue qui oeuvre déjà

seule sur nombre de sites administratifs.

Soyons clairs, la CGT attachée à la sécurité sans faille que représentent nos collègues mettra tous les bâtons dans les roues qu'elle peut à ce projet catastrophique et appelle tous les agents du site à se lever contre cette claque infligée à tous les douaniers.

Celle-là on l'avait pas vue venir.

-Il y a tellement de sous effectif qu'il faut gratter des postes partout et vite: de facto, c'est la mort annoncée de la mission courrier, sacrifiée au nom de la dématérialisation (emebi / débitants de tabac) et de solutions externes chez les cousins de la dgfip. La direction ne cherche même pas à le cacher, enterrement sans fleurs ni couronnes.

-Les budgets sont dans la continuité? Oui, mais il reste une tranche de 25% (on a pas bien compris si c'était Phèdre ou les budgets de fonctionnement, allez on s'engage sur les budgets de fonctionnement) à valider après un léger petit contrôle du Contrôleur Budgétaire Régional; on nous dit que ça devrait aller. Les promesses, Chirac, tout ça...

Mais pas de panique, pour la direction tout ça n'est qu'une simplification et un recentrage sur le coeur de métier. A transmettre à tous les douaniers victimes depuis 20 ans de ces "simplifications et recentrages" et qui ont vu leurs missions et leur boulot fracassés.

III se tromper de priorités

On nous parle de prioriser, mais ne serions-nous pas en train de nous tromper de priorités?

-depuis le début, la direction souhaite restreindre l'accord cadre national sur le travail hybride de novembre 2023, notamment avec une notion de retour en une demi-journée maximum à la DNSCE, le temps de donner l'alerte compris quand Rapido clasquège. Petit rappel, 3 fois en 2 ans hein, y'a pas de quoi en attendre à la vertu des diptères.

Depuis le début de ce débat sans fin, la CGT dénonce et refuse ce renversement de la hiérarchie des normes qui interdit sauf mieux-disant de restreindre un protocole national en local. Alors, nous nous sommes montrés cohérents en votant contre (FO également) cette note. Dommage, nous n'avons pas été suivis par certaines OS, qui en refusant de voter se sont selon le règlement en vigueur abstenues, et grâce à qui du coup cette note est entérinée sans repasser devant le CSA. Faute d'unanimité syndicale...C'est bien beau de parader en CSAR et dans les bureaux à grand renfort de tournées, mais faut lire les textes. Un peu.

Nous, on préfère bosser, on vote, on questionne et on exige sur l'amiante, on s'oppose sur la brigade désavouée, sur les choix budgétaires et le duerp, sur l'externalisation des missions et les effectifs, sur la formation, et on est pas les seuls. L'intersyndicale c'est une vraie notion à la DNSCE et on travaille en bonne intelligence avec tout le monde, même ceux qui tirent en permanence la couverture.

-le recours boulimique à des études clés en main, à des prestations extérieures, à du conseil et de l'audit sur les process, est en permanence dénoncé par la CGT. Et quand Les OS en bloc interrogent la direction, elle refuse mordicus de nous répondre sur le mode de financement de la société de sécurité et son montant.

-L'opacité règne en maître également sur le prix des prestations, quand un cabinet d'audit réingénierise la statistique avec 3 juniors ou qu'une coopérative d'avocats édite un powerpoint de cour de récré pour le plan de mobilité, inutile de toutes façons puisque remis aux calendes grecques post-Phèdre.

Ne serions-nous pas en train de réfléchir à très court terme aux dépens du long terme? A force d'externaliser et de recentrer l'activité sur des missions ultra-prioritaires, on va finir par donner l'idée à la direction générale que l'informatique n'est pas prioritaire en douanes. Ben oui, puisque le privé peut mieux faire, certes plus cher mais le confort des cadres n'a pas de prix.

-Que dire des priorités de recrutement: il n'y a rien de plus important chez nous qu'un adjoint RH et un responsable achat au pôle RLS ? Re-pyramidage vous avez dit, ou fusion du secrétariat et des sau pour gratter au mieux sur les cadres de prox'?

Et puis vous savez quoi, Chirac, les promesses tout ça... À la CGT on se sent pas forcément engagés sur le remplacement effectif des retraitables...

-plus prosaïquement, si la newsletter hebdo est une bonne idée de communication que nous saluons, nous demandons depuis les calendes grecques une page où toutes les notes rh et orga locales soient disponibles; ça serait bien plus utile, notamment en terme de traçabilité.

-en terme de formation, nous avons systématiquement loué la qualité et l'engagement du travail fourni par nos collègues, en formation et en conseil de carrière, mais nous l'avons largement évoqué avec la direction, le non-appel aux lauréats du concours douane récurrent, l'absence de promotions internes pour des postes à responsabilité comblés finalement en externe, posent quand même sérieusement la question à la fois du requis initial et de la formation continue informatique; la conséquence est terrible, 15 emplois en moins, coup de jarnac ou pas de la DG, la DNSCE s'est fourrée toute seule dans ce mauvais pas.

Et puis, on est inquiets de l'amputation de l'équipe formation de moitié et pas de priorité de recrutement à venir ou alors on a mal compris.

IV et demain?

Alors, on va où? D'abord, se dire que tout n'est pas perdu, on va pas se petit-suissider immédiatement.

Le projet Phèdre est entré dans une phase active et les travaux s'intensifient, alors même qu'on nous a promis que les budgets étaient sanctuarisés. Si ça va être pénible, entre les bruits, les odeurs (on dirait du Zebda), les douches mixtes et les déménagements, le parking restreint, on a quand même quelques bonnes nouvelles avec le maintien de la salle de musique notamment. Le webinar sur l'avancement du projet nous a été remonté comme très apprécié, à refaire de façon régulière ou en cas de grosse avancée et de tranche réalisée. Pour l'instant, c'est payé, ça roule correctement, c'est pénible mais on était prévenus. Nous serons attentifs cependant aux conditions de relogement et à ce que ne s'évaporent pas comme des chaussettes dans la machine à laver quelques missions et emplois "non prioritaires"...

Un point très important, juste avant le CSA, les travaux engagés ont conduit à un épanchement de poussière dans la bulle surveillance via les faux-plafonds, depuis une zone préalablement isolée pour désamiantage. Du coup, les agents concernés ont très légitimement fait part de leur inquiétude en cas d'une même fuite lors d'un chantier confiné. Cet incident aurait largement pu justifier un droit de retrait à notre sens. Si nous reconnaissons à l'administration une réaction extrêmement rapide et une sécurisation et des analyses (négatives heureusement) dans les meilleurs délais, nous soutenons les agents et les félicitons pour leur réaction mesurée, intelligente et professionnelle face à un danger avéré. Il aurait été apprécié que la direction en fasse de même dès les 1ères minutes.

En tout cas, la note d'orientation du ministère en matière de SST remet en avant la problématique amiante (ça coûte pas cher?), sans être des pros de la problématique nous savons que le désamiantage est maintenant très encadré et que si le risque zéro n'existe jamais au moins les meilleures techniques disponibles sont respectées et normées et surveillées par l'ISST.

Le bilan 2024 montre que le travail de la FS paye, entre les faux-plafonds gérés post-visite, la bonne utilisation du budget ou le respect des prescriptions de la médecine de prévention. Faudra faire avec 80% du grisbi, mais au moins l'assistante de Prévention a pu engager des dépenses de formation essentielles, même si parfois on espérait que des formations en cascade beaucoup moins chères soient mises en place, à l'instar de la formation à la formation SST de notre excellent collègue Mouss'.

Pour autant, l'élaboration du duerp 2025 permet en GT (20 mai 2025) aux OS de proposer soit des nouvelles lignes soit une réévaluation des risques déjà présentés. La CGT propose aux autres OS et à tous les agents une permanence duerp où, si vous le voulez, vous pourrez vous exprimer sur des risques que vous avez identifiés, pour que nous puissions les faire remonter (pas n'importe quoi, hein...). Nous reviendrons sur cette proposition dans le courant du mois d'avril, nous l'espérons en intersyndicale, parce que pour nous, si la prévention était réellement une priorité, la consultation des agents devrait être annuelle.

On vous le cache pas, ce fut long à préparer, dense en séance, parfois conflictuel avec la direction mais nous tenons quand même à préciser le point suivant: malgré la restriction des droits syndicaux dûe aux LDG, les OS de la DNSCE parlent d'une même voix devant la direction et travaillent d'arrache-pieds pour défendre les agents devant l'économie de guerre que même eux n'avaient pas envisagée à ce niveau.

Si nous n'avons pas les leviers de décision seuls, faut pas se leurrer, nous rappelons que la mobilisation et le rapport de force sont la base d'une négociation, le Facva en est le meilleur exemple et l'accord d'avril 2022 aussi. Si vos conditions de travail, vos rémunérations, votre carrière, vos préoccupations de citoyens ne vous satisfont pas, les OS sont là pour construire des revendications collectives, mais ne pourront rien faire sans des troupes unies et nombreuses...